

**Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44 et R153-20 et R153-21 ;  
**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;  
**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;  
**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme d'Aulnay-sous-Bois approuvé le 24 janvier 2008, et modifié le 24 septembre 2009, le 23 septembre 2010, le 7 juillet 2011 et le 22 mars 2012, le 17 octobre 2013, le 19 décembre 2013 et le 27 janvier 2014, révisé le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 28 décembre 2015, le 14 février 2017 et le 10 avril 2017, et modifié le 25 septembre 2017 et le 24 juin 2019 ;  
**Vu** l'arrêté n°2022/015 portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aulnay-Sous-Bois.  
**Vu** la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol ;

**CONSIDERANT** que la Ville d'Aulnay-sous-Bois, à l'occasion de la révision de son Plan Local d'Urbanisme intervenue en 2015, a développé une politique de l'habitat axée sur différents critères :

- La préservation du tissu pavillonnaire et de ses caractéristiques ;
- L'amélioration du cadre de vie par la préservation des grands espaces verts publics présents, et la création de nouveaux ;
- La densification le long des axes structurants et aux abords du pôle gare ;
- Le développement d'une offre diversifiée de logements, tant en termes de typologie que de parcours résidentiel, répondant aux différentes nécessités des situations et évolutions rencontrées par les Aulnaysiens.

**CONSIDERANT** que les personnes âgées doivent pouvoir être accueillies dans des structures adaptées à leurs besoins et que la résidence autonomie pour personnes âgées présente allée de Sévigné, construite au début des années 1980, ne répond plus aux normes applicables en matière de personnes à mobilité réduite, et ne peut être remis à niveau en situation occupée ;

**CONSIDERANT** le besoin de procéder au transfert de cette résidence sur un nouveau site adapté ;

**CONSIDERANT** que, par ailleurs, la ville d'Aulnay-Sous-Bois accueille un tissu économique varié notamment au sein des différentes zones d'activités mais que celles-ci présentent des caractéristiques qui ne correspondent plus aux contraintes et pratiques actuelles des entreprises ;

**CONSIDERANT** que la ville d'Aulnay-Sous-Bois, bénéficiant d'une population jeune importante, propose depuis plusieurs années notamment un accompagnement en termes de formations à finalité directement professionnalisante ;

**CONSIDERANT** la nécessité de développer une structure en un lieu permettant la démultiplication des sessions de formation ;

**CONSIDERANT** que l'objet de la présente modification du PLU est de répondre aux besoins d'adaptation des dispositions applicables pour la mise en œuvre de projets prioritaires et nécessaires pour l'emploi et le logement à Aulnay-sous-Bois ;

**CONSIDERANT** la nécessité de modifier les pièces réglementaires pour permettre ces adaptations ;

**CONSIDERANT** que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

## **ARRÊTE**

- ARTICLE 1** Il est prescrit la procédure de modification de droit commun n°4 du PLU de la commune d'Aulnay-Sous-Bois.
- ARTICLE 2** Dans une perspective de répondre aux besoins d'adaptation des dispositions applicables pour la mise en œuvre de projets prioritaires et nécessaires pour l'emploi et le logement à Aulnay-sous-Bois, le projet de modification n°4 vise à ajuster les pièces réglementaires.
- ARTICLE 3** Le projet de modification de droit commun n°4 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Monsieur le Maire d'Aulnay-sous-Bois.
- ARTICLE 4** Le projet de modification de droit commun n°4 sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement.
- ARTICLE 5** A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- ARTICLE 6** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie d'Aulnay-sous-Bois pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :
  - A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
  - A la mairie d'Aulnay-sous-Bois.
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 3 juillet 2023

Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**

